



Lundi 18 mars 2024

Salariés du public et du privé : mêmes attaques, même combat

L'inflation repart à la hausse en ce mois de février, à 3 % sur un an, 3,6 % pour l'alimentaire. C'est la hausse de l'électricité à la suite du rétablissement des taxes sur l'énergie qui tire le reste des prix vers le haut. La presse salue quand même un ralentissement global par rapport à il y a un an. Mais le ralentissement d'une hausse, ça reste une hausse ! Le 19 mars la fonction publique est appelée à se mettre en grève pour revendiquer des hausses de salaire, car c'est bien lorsque ces grèves existent, et elles sont toujours nombreuses notamment dans le privé, que les salaires parviennent à suivre le rythme de l'inflation.

Les salaires, mais pas seulement

Pour les salariés de la fonction publique qui n'ont eu que 25 euros brut d'augmentation en janvier 2024, la question des salaires est prégnante comme pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. À cette journée pourrait aussi s'inviter la question de la dégradation de leurs conditions de travail en raison des baisses continues des budgets depuis quelques années. L'annonce par Bruno Le Maire, le 22 février dernier, de 10 milliards d'économies, essentiellement sur les services essentiels aux besoins de la population comme les transports, la santé ou l'éducation, en est l'exemple le plus récent.

Dans le 93 et ailleurs, le personnel de l'Éducation et les parents donnent le ton

En Seine-Saint-Denis, comme dans bien des quartiers populaires, il n'a pas fallu attendre les économies annoncées par Bruno Le Maire pour subir le délabrement dans les transports, l'éducation, la santé... Ni pour riposter.

Les profs et le personnel gréviste se rencontrent et organisent des réunions d'information auprès des parents d'élèves, qui les rejoignent dans la bataille en n'envoyant pas leurs enfants à l'école lors de journées « école morte ».

Choc de la lutte contre le « choc des savoirs »

C'est l'annonce de la réforme dite du « choc des savoirs » qui a mis le feu aux poudres, notamment auprès du personnel des collèges – premier concerné par sa mise en œuvre – et auprès des parents.

À travers cette réforme, le gouvernement accentue la politique de tri social à l'école. Cela ne

lui suffisait pas d'interdire l'accès aux études supérieures à une partie des enfants des travailleurs avec la mise en place de Parcoursup, aujourd'hui il limite leur accès au lycée. L'obtention du brevet sera rendue obligatoire pour y entrer – en lycée général comme en lycée professionnel – et Gabriel Attal a prévenu : « *Le taux de réussite cette année va baisser de manière importante.* » La mise en place de fait de « groupes de niveau » au collège, soi-disant prévus pour répondre aux besoins particuliers de chacun, aura pour conséquence d'ostraciser des élèves en difficulté, majoritairement issus des milieux populaires, qui seront prédéterminés à ne pas aller au lycée.

Avec moins d'élèves en lycée, le budget de l'Éducation nationale pourra continuer à être rabaissé. Les élèves recalés, quant à eux, n'auront d'autres choix que d'aller en apprentissage ou d'attendre, pour rejoindre ensuite les rangs des futurs travailleurs peu qualifiés, les plus mal payés.

Cette grève a déjà commencé à essaimer dans d'autres départements et même hors de l'Île-de-France, comme dans le Rhône. Elle pourrait entraîner celles et ceux qui refusent que leurs enfants voient leur avenir encore plus obstrué. Mais pour cela, il faudra que parents, enseignants et personnel construisent une mobilisation de l'ensemble du secteur, capable de donner un coup de pied dans la fourmilière et de stopper la saignée malgré l'absence de la part des directions syndicales nationales d'une telle perspective.

La réussite de la journée de grève du 19 mars pourrait être un point de départ et donner confiance à bien d'autres salariés, du public comme du privé, pour suivre le chemin de la lutte.

Travaillons moins, travaillons tous !

Au Montage, la hiérarchie a préparé un projet de rééquilibrage des postes pour 30 véhicules par heure au lieu de 40 par heure actuellement. Elle explique que ce n'est qu'une piste de réflexion.

La nôtre, c'est qu'on veut une baisse de cadence, mais pas un nouveau massacre du nombre de postes.

Ce qui doit primer, ça doit être notre salaire !

Nous allons bientôt toucher la prime intéressement/participation, mais pas tous, pas les intérimaires ni certains CDD, et pas complètement car on est perdant pour chaque jour d'absence maladie notamment.

Certes cette prime va boucher un peu, pour un moment, le trou de notre compte en banque. Mais ça ne règle pas le problème tous les mois : il nous faut tous (CDI, CDD, intérimaires, salariés sous-traitants) de vraies augmentations de salaires, qui comptent pour le calcul de la retraite.

Avec 18,6 milliards de profit en 2023 et 61 milliards d'euros de réserve, le groupe Stellantis a largement les moyens d'augmenter nos salaires.

Les voix de leur maître

Pour beaucoup de salariés, il y a eu des refus pour les 4 semaines de congés accolées cet été. Comme d'habitude, des syndicats béni-oui-oui ont aidé la direction en signant un accord pourri... c'est la honte.

Nous, les salariés, nous ne devons avoir confiance qu'en nous-mêmes, pour obtenir 4 semaines de congés, il faut qu'on s'unisse contre la direction, en lui mettant la pression. Le rapport de force, le débrayage, c'est la seule chose que comprend la direction, la meilleure manière de répondre à ses formulaires de choix.

Des trous, toujours des trous...

Porte d'Achères, un trou au niveau du rond-point ne cesse de grandir depuis plusieurs jours. En venant à l'usine on risque soit de bousiller sa voiture soit l'accident en cherchant à l'éviter. Ça fait des mois et des mois que des trous plus ou moins grands apparaissent dans cette zone. Que fait de sérieux la direction ? Ce qu'elle sait faire de mieux quand il s'agit d'économiser : rien.

Encore des trous...

À l'intérieur de l'usine, c'est la même chose, il y a plein de trous, les caristes se cassent le dos à passer dessus plusieurs fois par jour, et ça provoque parfois des chutes dangereuses de chargement. Les parcours sont risqués, donc ralentissons au maximum les livraisons... Et si ça coule la production, ça fera peut-être réfléchir la direction sur l'état de délabrement de l'usine.

Et vogue la galère...

Au B3, la direction a lancé des travaux pour supprimer le poste de prépa TTS en Peinture... Perdre un poste ce n'est pas une bonne chose. Et en plus malgré

les avertissements des salariés sur les problèmes techniques et de sécurité que ça peut engendrer, la direction n'écoute personne, fonce tête baissée, obsédée par cette hypothétique économie de personnel. Faudra pas qu'après, elle vienne pleurer et nous demander de l'aider pour rattraper ses erreurs.

Désorganisation capitaliste

On vient de chômer 3 jours d'affilée, et quand on revient on nous demande de travailler à toute vitesse... c'est illogique ! Ce serait mieux de prolonger les pauses pour qu'on puisse souffler et ralentir la chaîne, surtout en ce moment, au lieu de chercher à faire des records.

Le principal problème... c'est la direction

La direction nous demandait de remplir une « enquête collaborateurs » sur le bien-être au travail. Elle se moque du monde : elle est la première à savoir que ça ne va pas. On est mal payé et nos conditions de travail se dégradent... puisque c'est elle qui en est la cause.

Un divertissement très ennuyeux

Pendant nos pauses, la hiérarchie a organisé un jeu de propagande pour améliorer la rentabilité de la production (SPW). Elle nous fatigue avec ses singeries. Ce qu'on veut c'est au moins la paix pendant nos pauses.

Borny to be alive

À PSA Metz-Borny, la direction va baisser plus vite que prévu et de manière radicale la production de boîtes de vitesse. Près de 900 emplois sont menacés, et la menace de fermeture est réelle. La direction veut forcer les salariés Stellantis-PSA à quitter le groupe pour aller travailler avec une perte de revenu et un avenir incertain pour des coentreprises (joint-ventures).

Quelle que soit la raison invoquée, baisse de volume ou « reconversion » vers l'électrique, aucun salarié ne doit rester sur le carreau. On a un emploi et un salaire, il faut les garder.

On peut largement partager le travail, en baissant les cadences notamment, mais pour cela il faudra obliger les patrons à prendre sur leurs profits.

Contre l'Europe forteresse, à bas les frontières : Meeting du NPA samedi 23/03 !

Le samedi 23 mars, à l'initiative du NPA et son journal « Révolutionnaires », aura lieu un meeting internationaliste sous le signe de la lutte contre la politique migratoire de « l'Europe forteresse ». Nous y dénoncerons la politique raciste des principales puissances européennes et de l'Union Européenne, et nous lui opposerons une Europe des travailleurs et des travailleuses, sans patrie ni frontières ! Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

RDV le samedi 23 mars à 17h Théâtre de la République, 1 Bd Saint-Martin à Paris